

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

L'ENGAGEMENT ÉVENTUEL DE POURSUITES CONTRE DES
MINISTÈRES DE L'ÉTAT

M. J. R. Ellis (Prince Edward-Hastings): Madame le Président, je m'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations, qui n'a pas manqué de dire, chaque fois qu'il l'a pu, qu'il allait traduire devant les tribunaux tous ceux qui n'utilisent pas le système métrique. Entend-il traduire ainsi devant les tribunaux les ministères de l'État qui n'utilisent pas le système métrique, tout particulièrement les organismes qui relèvent de son ministère?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, comme l'honorable député le sait des lois ont été adoptées et une réglementation a été approuvée à la suite de la loi qui régit certains aspects du système métrique, eu égard à la vente de l'essence, à la vente de meubles et à la nourriture qui est pesée dans des balances et vendue au commerce de détail. C'est dans ces trois domaines que la loi est en vigueur, et c'est dans ces domaines seulement que mes avertissements étaient dirigés.

[Traduction]

LA PESÉE DES OBJETS DE CORRESPONDANCE DANS LES
BUREAUX DE POSTE

M. J. R. Ellis (Prince Edward-Hastings): Madame le Président, le ministre va-t-il faire preuve du même empressement à l'égard des services postaux qui n'utilisent pas pour peser les objets de correspondance de balances calibrées au système métrique et qui relèvent pourtant de son ministère, notamment les bureaux de poste d'Ontario qui n'ont pas de balances métriques?

M. Baker (Nepean-Carleton): Qu'on les pende!

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, je vais vérifier cette allégation de l'honorable député et je suis certain que si la loi n'est pas suivie, on verra à ce qu'elle le soit par tous ceux qui doivent la suivre, y compris les Postes canadiennes.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE

LES NÉGOCIATIONS TOUCHANT LE PROJET AIRBUS EUROPÉEN

M. Girve Fretz (Érié): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Commerce international. Le ministre pourrait-il nous dire où en sont les négociations entre le gouvernement et la société Airbus au sujet de l'installation d'une usine au Québec? A-t-il par ailleurs songé aux répercussions que la présence de cette usine aurait sur les autres constructeurs aériens canadiens et leurs fournisseurs de pièces?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, le député doit savoir que les négociations concernant la construction d'usines au Canada relèvent du ministère de l'Industrie et du Commerce. C'est

Questions orales

pourquoi il vaudrait mieux que le député adresse sa question au titulaire de ce ministère.

LES RAISONS DE CHOISIR LE PROJET AIRBUS

M. Girve Fretz (Érié): Madame le Président, le ministre chargé du Commerce international pourrait-il nous dire pour quelle raison le gouvernement a opté pour Airbus au lieu d'encourager des constructeurs aériens nord-américains comme McDonnell-Douglas, Lockheed ou Boeing, qui possèdent déjà des fabriques de pièces au Canada?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Là encore, le député ferait mieux d'adresser sa question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je me permettrai néanmoins de lui rappeler que le gouvernement cherche toujours, dans le cadre des négociations auxquelles participe le ministère de l'Industrie et du Commerce et, à un moindre degré, le ministère du Commerce, à assurer la création du plus grand nombre d'emplois possible au Canada. C'est une considération qui est très présente à l'esprit du ministre de l'Industrie dans le cadre des négociations en cours avec la société Airbus.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PRIX DU GAZ NATUREL EXPORTÉ

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie. J'ai sous les yeux le texte d'une lettre que la Maison-Blanche, plus précisément l'adjoint du président Reagan, a envoyée à 75 membres du Congrès leur faisant part du projet d'intensifier les pressions exercées sur le gouvernement canadien pour qu'il réduise le prix du gaz naturel qu'il exporte aux États-Unis. Par ailleurs, le ministre aurait dit la semaine dernière au comité de la législation énergétique: «Devrions-nous donc faire preuve de plus de souplesse en matière de prix? Je réponds non pour le moment, car je tiens à ce que les producteurs canadiens obtiennent le meilleur prix possible, le plus de revenus possible».

Le ministre confirmera-t-il que des entretiens canado-américains sur l'énergie sont prévus pour le début de 1983 et peut-il garantir absolument à la Chambre qu'il prendra alors la même position qu'il a adoptée devant le comité et qu'il ne cédera pas aux pressions américaines pour faire baisser le prix de notre gaz naturel?

● (1440)

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je ne suis au courant d'aucun projet d'entretiens avec de hauts fonctionnaires américains à ce sujet pour le moment. Nous sommes évidemment disposés à nous entretenir avec eux, mais la déclaration que j'ai faite au comité est toujours valable, à savoir que nous nous efforcerons d'obtenir le meilleur prix possible pour les producteurs canadiens. Si un membre du Congrès veut faire du bruit à ce sujet aux États-Unis, libre à lui, mais la politique sera de nature à bénéficier d'abord aux Canadiens.